



RENTRÉE OFFENSIVE

AGIR, POUR UNE FONCTION MATÉRIEL DE QUALITÉ

Aux ordres du COMEX, les technicentres industriels et de maintenance sont contraints de modifier dangereusement les organisations de travail au détriment de la qualité de maintenance, de la sécurité des personnes, des biens et des conditions de travail des cheminots. La CGT rappelle que le conflit entamé au 1^{er} semestre 2018 est loin d'être terminé.

Alors que des directions locales sont abandonnées aux activités, voire livrées à elles-mêmes, celle du Domaine annonce vouloir faire en sorte de modifier l'organisation de la production dans plusieurs sites : renforts, TASK force, équipes de soutien, dépannages mobiles, intérim/alternance, ... toutes ces solutions sans avenir sont orchestrées dans la précipitation. Elles désorganisent et vident des unités de travail entières.

Les cheminots subissent des restructurations menées tambour battant, sans consultation au préalable des élus et mandatés – entravant ainsi les IRP – tout en étant en contradiction avec les avis du service de santé au travail, de l'encadrement et de certains dirigeants. A l'approche des élections professionnelles – qui auront lieu en novembre 2018 – et de la mise en place des Conseils Sociaux Economiques (qui verra fusionner le CE, les CHSCT et les DP), le flou régnant sur ces futures Instances Représentatives du Personnel est inacceptable ! AU vu de la conjoncture, des directeurs d'établissements s'inquiètent par ailleurs de l'absence future de représentants du personnel de proximité et de la désinformation voulue des directions régionales sur ce sujet.

Pour autant, cet état de fait inquiétant n'empêche pas l'évolution catastrophique des organisations de travail.

Au risque de se retrouver au « Pôle Emploi SNCF » les cheminots se voient contraints de se déplacer vers la charge de travail. Ils sont ainsi exposés au risque d'accidents, sans qu'aucun travail de prévention des risques ne soit engagé en amont avec les CHSCT. Et ce n'est pas la dernière lubie de la direction du Domaine en matière de sécurité, « les règles qui sauvent », qui protégeront et épargneront ceux qui emprunteront les routes surchargées de camions, suralimentées par les hordes de bus MACRON.

La mobilité imposée, le cloisonnement par produit, les transferts de charges, l'utilisation abusive de l'intérim et de prestataires peu regardants, la polyvalence accrue et la désertification des technicentres, ... sont des outils de destruction massive d'emploi, ni plus ni moins que des plans sociaux déguisés.



Comme nous avons su le faire depuis le mois d'avril durant ce conflit épique, afin de défendre le Service Public Ferroviaire, nous devons réagir ensemble et exiger l'arrêt de toutes ces restructurations néfastes à une production de maintenance de qualité en toute sécurité.

Sans cesse, la CGT continuera d'affirmer que la charge de travail doit être mieux répartie pour donner à chacun du travail sur son lieu de travail, sans pour autant devoir obliger les cheminots à la mobilité forcée. De par leur savoir, leur savoir-faire, leur professionnalisme et leur implication, l'adaptabilité des techniciens de maintenance aux postes de travail n'est plus à prouver !

A contrario d'une réforme ferroviaire, voulue par un gouvernement au service du capital, qui affaiblira à terme nos Services Publics de transport, les technicentres de maintenance ont besoin de cheminots au statut, formés et en nombre afin de garantir un haut niveau de fiabilité et de sécurité ; et de moderniser le matériel et le développer pour rendre un service de qualité aux usagers. Sans plus attendre l'Etat doit s'engager dans cette voie, voie que l'entreprise doit suivre et développer.

Cheminots de tous collèges, **ENSEMBLE**, continuons à maintenir notre vigilance pour ne pas laisser l'outil de production dépérir et périlcliter entre les mains de ceux qui ne voient que la rentabilité et le profit.

En cette période de rentrée, la mobilisation des salariés est nécessaire et doit se poursuivre en s'intensifiant, afin d'obtenir le rapport de forces nécessaire pour faire barrage à l'ouverture à la concurrence et la libéralisation du rail.

La SNCF, CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE ... NOUS, ON LA DÉFEND !!!

F É D É R A T I O N C G T D E S C H E M I N O T S

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
E-mail :



BULLETIN D'ADHESION

Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !

Nom du secteur: Tél :
Syndicat : Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :